REPUBLIQUE FRANÇAISE

Délibération n°763.128/2023

Département du NORD

- :- :-

Arrondissement de DOUAI

- :- :-

Canton de SIN LE NOBLE

COMMUNE DE SIN-LE-NOBLE

REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance ordinaire du 12 décembre 2023

L'an deux mille vingt-trois, le 12 décembre 2023, à 18 heures 30 le Conseil municipal s'est réuni au théâtre Casarès sous la présidence de Monsieur Christophe DUMONT, Maire, en suite de convocations du 06 décembre 2023, dont un exemplaire a été affiché à la porte de l'Hôtel de Ville.

ÉTAIENT PRÉSENTS : M. Christophe DUMONT, **Maire** ; Mme Marie-Josée DELATTRE, M. Jean-Claude DESMENEZ, M. Freddy DELVAL, Mme Christelle DUPRIEZ, M. Henri JARUGA, Mme Michèle DECREUS, M. Dimitri WIDIEZ, **Adjoints** ; M. Jean-Michel CHOTIN, M. Jean-Pierre BERLINET, Mme Françoise SANTERRE, Mme Claudine BEDENIK, Mme Joselyne GEMZA, Mme Christiane DUMONT, M. Patrick ALLARD, M. Marc BAILLEZ, M. Patrick DUBREUCQ, Mme Sylvie DORNE, M. Pascal DAMBRIN, Mme Caroline FAIVRE, Mme Stéphanie CARAMOUR, Mme Laëtitia DUCATILLON, **Conseillers municipaux**.

ÉTAIENT ABSENTS EXCUSÉS ET REPRÉSENTÉS : M. Didier CARREZ (procuration à M. Christophe DUMONT du 11 décembre 2023), Mme Johanne MASCLET (procuration à Mme Laëtitia DUCATILLON du 12 décembre 2023), **Adjoints** ; M. Jean-François JOOS (procuration à M. Marc BAILLEZ du 11 décembre 2023), Mme Marie-Bernadette SOMBE (procuration à Mme Caroline FAIVRE du 11 décembre 2023), Mme Emeline HOURNON (procuration à M. Patrick DUBREUCQ du 12 décembre 2023), Mme Elise SALPETRA (procuration à Mme Christiane DUMONT du 11 décembre 2023), M. Brahim MAHMOUD (procuration à M. Dimitri WIDIEZ du 11 décembre 2023), M. Robin POPOWSKI (procuration à Mme Joselyne GEMZA du 12 décembre 2023), M. Rémi KRZYKALA (procuration à Mme Françoise SANTERRE du 12 décembre 2023), **Conseillers municipaux**.

ÉTAIT ABSENT EXCUSÉ ET NON REPRÉSENTÉ : M. Guillaume KRZYKALA, **Conseiller municipal**.

ÉTAIT ABSENTE NON EXCUSÉE ET NON REPRÉSENTÉE : Mme Viviane BIZET, **Conseillère municipale**.

SECRÉTAIRE : Mme Christelle DUPRIEZ

La présente délibération a été affichée, par extraits, à la porte de l'Hôtel de Ville, le 19 décembre 2023.

VIII/ RESSOURCES HUMAINES

**RESTRUCTURATION DE L'ORGANIGRAMME
DISSOLUTION / CREATION DE DIRECTIONS**

Le Conseil municipal,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2121-29 et L.2122-18,

Vu le Code général de la fonction publique et notamment son article L. 313-1,

Vu la délibération n°297.69/2014 du Conseil municipal du 18 juin 2014, visée en sous-préfecture de Douai le 24 juin 2014, portant création du poste de directeur juridique,

Vu la délibération n°430.75/2019 du Conseil municipal du 1^{er} juillet 2019, visée en sous-préfecture de Douai le 04 juillet 2019, portant création de deux grandes directions : la direction administrative et juridique et la direction du contrôle de gestion et des finances,

Vu la délibération n°431.76/2019 du Conseil municipal du 1^{er} juillet 2019, visée en sous-préfecture de Douai le 04 juillet 2019, portant création d'un emploi fonctionnel de directeur général adjoint des services,

Vu la délibération n°755.113/2019 du Conseil municipal du 29 novembre 2019, visée en sous-préfecture de Douai le 04 décembre 2019, portant création de la direction des affaires techniques,

Vu l'avis du Comité social territorial du 11 décembre 2023,

Vu l'avis de la Commission vie institutionnelle, administration, finances, emploi, activités économiques,

Considérant que depuis 2014, l'une des volontés de l'équipe municipale est de structurer l'administration permettant une mise en œuvre plus efficace du programme politique par sa déclinaison en projet administratif puis de services ;

Considérant qu'ainsi, après une première phase de structuration intermédiaire initiée par les créations de la direction des affaires culturelles, de la direction du cadre de vie et de la tranquillité publique ou encore de la direction de la cohésion sociale, la collectivité a initié une phase d'amélioration de l'organigramme des services municipaux au cours du second semestre 2019 avec la création d'une direction administrative et juridique portée par un emploi fonctionnel, d'une direction du contrôle de gestion et des finances et enfin d'une direction des affaires techniques ;

Considérant que l'organisation et la vie communale ont été passées aux fourches caudines de la crise sanitaire liée à la pandémie de COVID-19, réinterrogeant en profondeur les modes de fonctionnement communaux ainsi que l'organisation en elle-même ;

Considérant que bien que les objectifs fixés et la volonté municipale de continuer à faciliter les échanges, la circulation de l'information ou le dialogue social, tout en rendant plus efficiente l'organisation hiérarchique, restent à ce jour plus que de mise, les vecteurs transitionnels ont vocation à évoluer notamment à la lumière des enseignements des trois années écoulées dont deux de crise sanitaire ;

Considérant qu'il est donc proposé, tout d'abord de déconstruire certaines directions actuelles, soit en disjoignant les services les composant soit en recomposant de nouvelles directions ou encore soit en confortant certaines directions ; que l'objectif de cette nouvelle ossature de la structuration communale est de permettre de cheminer vers un organigramme remodelé s'articulant autour d'une part des directions opérationnelles et d'autre part des directions œuvrant au vivre ensemble dans la cité, sans pour autant faire abstraction des services et directions support ;

Considérant qu'il est proposé, dans un premier temps de déconstruire certaines directions actuelles, soit en disjoignant les services les composant soit en recomposant de nouvelles directions ou encore soit en confortant certaines directions :

- La direction administrative et juridique, qui était identifiée comme une direction générale adjointe, réunissant la direction des affaires juridiques et de la commande publique, la direction des ressources humaines, la direction de l'aménagement du territoire, patrimoine et foncier ainsi que le service des affaires générales, a vocation à évoluer ; qu'ainsi d'une part la direction générale adjointe est dissoute, ne répondant plus aux attendus actuels en termes d'organisation ; que d'autre part, la direction administrative et juridique donne naissance à une direction de l'administration générale comprenant la direction des ressources humaines et le service des affaires générales ainsi qu'à une direction des affaires juridiques et immobilières regroupant le service juridique et le service urbanisme, patrimoine et foncier ;

- La direction des finances et du contrôle de gestion rassemblant la direction des affaires financières, le contrôle de gestion ainsi que la restauration scolaire est confortée afin que soit réinterrogée la question de la mise en œuvre du contrôle de gestion dans la collectivité ;
- La direction des affaires techniques, créée au 1^{er} décembre 2019 est confortée ; qu'elle rassemble le pôle grands travaux, le centre technique municipal, la direction des systèmes de l'information et le futur chargé de projet NPNRU ;

Considérant que l'effectivité de cette création est proposée au 15 décembre 2023 ;

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité des membres présents et représentés,

ARTICLE 1 : DECIDE de :

I. DISSOUDRE la direction administrative et juridique, la direction générale adjointe des services qui la supportait ainsi que supprimer l'emploi fonctionnel afférent ;

II. CREER :

1° La direction de l'administration générale comprenant la direction des ressources humaines et le service des affaires générales ;

2° La direction des affaires juridiques et immobilières regroupant le service juridique et le service urbanisme, patrimoine et foncier ;

III. CONFORTER :

1° La direction des finances et du contrôle de gestion rassemblant la direction des affaires financières, le contrôle de gestion ainsi que la restauration scolaire est confortée afin qu'il soit procédé au recrutement prochain du directeur qui conservera en cœur de métier le contrôle de gestion ;

2° La direction des affaires techniques qui rassemble le pôle grands travaux, le centre technique municipal, la direction des systèmes de l'information et le futur chargé de projet NPNRU.

ARTICLE 2 : DECIDE que cette création sera effective au 15 décembre 2023.

ARTICLE 3 : AUTORISE Monsieur le Maire à accomplir les démarches y afférentes.

ARTICLE 4 : RAPPELLE que les dépenses correspondantes seront prélevées sur les crédits inscrits au chapitre 012 du budget communal.

ARTICLE 5 : RAPPELLE que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif de Lille dans un délai de deux mois à compter de la réception par le représentant de l'Etat dans le département, et de sa publication.

Le recours peut être introduit par le biais de télérecours citoyen, non obligatoire, à l'adresse suivante : <https://citoyens.telerecours.fr>.

Pour Extrait certifié conforme au Registre
(Publié et Affiché conformément à l'article L. 2121-25 du
Code général des collectivités territoriales)
SIN-LE-NOBLE, le 12 décembre 2023

Le Maire

Christophe DUMONT

Certifié exécutoire, compte tenu de la transmission
En sous-préfecture de DOUAI le 18 DEC. 2023
Et de la publication le 18 DEC. 2023
Fait à Sin-le-Noble, le 18 DEC. 2023
Le Maire

Christophe DUMONT